

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 06314

Numéro SIREN : 413 027 517

Nom ou dénomination : MAESA

Ce dépôt a été enregistré le 16/09/2022 sous le numéro de dépôt 39301

maesa

Maesa

Société par Actions Simplifiée
15 rue Pasteur, 92300 Levallois

Comptes annuels au 31 décembre 2021

We are incubating
meaningful
beauty brands

Certifiées conformes, le Président



Bilan

<i>Devise: Euro milliers</i>	<i>Notes</i>	<i>2020, net</i>	<i>2021, brut</i>	<i>Amortissements et dépréciation</i>	<i>2021</i>
Immobilisations incorporelles					
Concessions, brevets, licences, logiciels		9	161	(157)	5
Fonds commercial	3.2.	3 438	3 438	-	3 438
Immobilisations incorporelles en cours			21	-	21
Immobilisations corporelles					
Constructions		31	274	(252)	22
Installations techniques, matériel et outillage		567	759	(470)	289
Autres immobilisations corporelles		93	954	(882)	71
Immobilisations corporelles en cours		1	1	-	1
Immobilisations financières	3.1.				
Participations et créances rattachées		27 397	27 397	-	27 397
Prêts		-	-	-	-
Dépôts cautionnement versés		186	185	-	185
Total actif immobilisé		31 721	33 190	(1 761)	31 429
Matières premières et autres approvisionnements		-	-	-	-
En-cours de production (biens et services)		5 259	3 984	-	3 984
Produits finis		2 385	3 677	(1 129)	2 548
Stocks et en-cours	3.4.1.	7 644	7 661	(1 129)	6 532
Créances clients et comptes rattachés	3.4.2.	2 821	6 177	(32)	6 145
Avances et acomptes versés sur commandes		842	747	-	747
Autres Créances		9 771	12 347	(594)	11 753
Disponibilités		11 441	2 643	-	2 643
Charges constatées d'avance	3.4.2.	307	555	-	555
Total actif circulant		32 826	30 130	(1 755)	28 376
Ecart de conversion actif		143	95	-	95
Total actif		64 690	63 416	(3 516)	59 900
(1) dont droit au bail		-	-	-	-
(2) dont à moins d'un an (brut)		-	-	-	-
(3) dont à plus d'un an (brut)		12 898	18 453	-	18 453
Capital		315	-	-	315
Prime d'émission, de fusion, d'apport		11 387	-	-	11 387
Réserve légale		32	-	-	32
Autres réserves		212	-	-	212
Report à nouveau		22 118	-	-	20 576
Résultat de l'exercice		(1 542)	-	-	(5 589)
Provisions réglementées		-	-	-	-
Capitaux propres	3.5.	32 522	-	-	26 933
Provisions pour risques		180	-	-	305
Provisions pour charges		379	-	-	1 360
Provision pour risques et charges	3.7.	559	-	-	1 665
Emprunts		11 024	-	-	11 009
Concours bancaires		3	-	-	-
Emprunt et dettes financières diverses		7 113	-	-	9 177
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		5 452	-	-	817
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 540	-	-	8 333
Dettes fiscales et sociales		1 185	-	-	1 799
Autres dettes		112	-	-	37
Produits constatés d'avance		26	-	-	29
Total dettes	3.8.	31 454	-	-	31 201
Ecart de conversion passif		155	-	-	102
Total passif		64 690	-	-	59 900
(4) dont à moins d'un an		15 084	-	-	12 402
(5) dont à plus d'un an		16 370	-	-	18 798

Compte de résultat

<i>Devise: Euro milliers</i>	Notes	2020	France	Exportations	2021
Production vendues (biens)		30 713	4 883	26 970	31 853
Production vendues (services)		491	188	471	659
Chiffre d'affaires, net	4.1.	31 204	5 071	27 441	32 512
Production stockée		2 153			(345)
Production immobilisée		-			-
Subvention d'exploitation		-			-
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de		147			270
Autre produits		66			191
Total produits d'exploitation		33 570			32 628
Achats de marchandises		(4)			(4)
Achat de matières premières et autres approvisionnements		(22 076)			(20 560)
Variations de stock		-			-
Autres achats et charges externes		(6 631)			(8 506)
Impôts, taxes et versements assimilés		(294)			(226)
Salaires et traitements		(3 769)			(4 247)
Charges sociales		(1 584)			(1 786)
Dotations aux amortissements et dépréciations:					
sur immobilisations		(311)			(346)
sur actif circulant		(174)			(907)
pour risques et charges		(132)			(1 121)
Autres charges		(53)			(34)
Total charges d'exploitation		(35 027)			(37 737)
Résultat d'exploitation		(1 457)			(5 109)
Produits financiers de participation		-			-
Différence positive de change		266			207
Autres intérêts et produits assimilés		106			414
Reprise de provisions		1 449			1 359
Produits financiers		1 821			1 980
Intérêts et charges assimilés		(226)			(250)
Différence négative de change		(317)			(237)
Dotations aux provisions		(1 251)			(1 714)
Charges financières		(1 794)			(2 202)
Résultat financier	4.2.	26			(221)
Produits exceptionnels		23			18
Charges exceptionnelles		(152)			(286)
Résultat exceptionnel	4.3.	(129)			(267)
Participation des salariés		(1)			-
Impôts sur les bénéfices	4.4.	18			9
Résultat de l'exercice		(1 542)			(5 589)

Table des matières :

1.1.	Règles générales	5
1.2.	Changement de méthode	5
1.3.	Immobilisations corporelles, incorporelles et financières.....	5
1.3.1.	Immobilisations corporelles et incorporelles	5
1.3.2.	Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement	5
1.3.3.	Stocks.....	6
1.4.	Créances.....	6
1.5.	Chiffre d'affaires.....	6
1.6.	Provisions.....	6
1.7.	Produits et charges exceptionnels	6
1.8.	Opérations en devises	6
1.9.	Valeurs mobilières de placement	6
1.10.	Honoraires des commissaires aux comptes.....	6
1.11.	Intégration fiscale	6
1.12.	Identité de la société mère consolidant les comptes de la société	6
1.13.	Engagement de retraite	6
1.14.	Crédit d'impôt compétitivité et emploi	7
1.15.	Crédit-bail	7
1.16.	Rémunération des dirigeants	7
2.	Faits caractéristiques	7
3.	Notes sur le bilan	8
3.1.	Immobilisations.....	8
3.1.1.	Tableau de variations des immobilisations en valeur brute	8
3.1.2.	Tableau de variation des amortissements.....	8
3.2.	Fonds de commerces	8
3.3.	Liste des filiales et participations.....	9
3.4.	Tableau des actifs circulants	9
3.4.1.	Stocks.....	9
3.4.2.	Etat des créances	10
3.4.3.	Produits à recevoir	10
3.5.	Tableau de variation des capitaux propres.....	10
3.6.	Tableau des provisions réglementés	11
3.7.	Tableau de variation des provisions	11
3.8.	Tableau des dettes.....	11
4.	Notes sur le compte de résultat	12
4.1.	Répartition du chiffre d'affaires.....	12
4.2.	Résultat financier	12
4.3.	Résultat exceptionnel	13
4.4.	Résultat et impôts sur les bénéficiaires	13
4.5.	Accroissements et allègements de la dette future d'impôt.....	13
4.6.	Effectifs	13
4.7.	Engagements financiers.....	134

Référentiel comptable, méthodes et règles d'évaluation

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 59 900 milliers d'euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, pour une perte de 5 589 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 1^{er} juin 2022 par le Président.

1.1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2018-02 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêtés ministériels du 6 juillet 2018 relatif au Plan Comptable Général et aux règles généralement admises.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

1.2. Changement de méthode

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

1.3. Immobilisations corporelles, incorporelles et financières

1.3.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis. Une dépréciation est comptabilisée lorsque les tests de valeurs réalisés annuellement indique une valeur de réalisation inférieur à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels : 1 à 3 ans
- Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- Matériels techniques : 2 à 3 ans
- Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

1.3.2. Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires. Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires. La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée sur la base d'une approche multicritères tenant compte de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur brute des titres de participation acquis antérieurement au 30 septembre 2006, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. En l'application de l'avis 2007-C du 15 juin 2007 du Comité d'Urgence, les frais d'acquisition des titres de participation acquis à compter du 1^{er} octobre 2006 sont incorporés au "prix de revient" des titres amortis sur une durée de 5 ans, par un compte d'amortissements dérogatoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.3.3. Stocks

Les stocks et en-cours sont évalués selon la méthode "Coût moyen pondéré". La valeur brute des marchandises, des produits fabriqués et en-cours de production comprend le prix d'achat, le prix de la prestation du fabricant et les frais accessoires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de réalisation déduction faite des frais de commercialisation est inférieure à la valeur brute.

1.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.5. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsque la livraison du bien a eu lieu ou la prestation de service exécutée et si le prix est fixé, déterminable et recouvrable, au cours de l'exercice comptable.

1.6. Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

1.7. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

1.8. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la revalorisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

1.9. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées selon la méthode du "Premier Entré Premier Sorti". Une provision est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire à la clôture est inférieure à la valeur comptable.

1.10. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires de l'exercice s'élève à 54 540€ pour les commissaires aux comptes.

1.11. Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2015 la société MAESA est intégrée fiscalement au groupe Maesa Expansion, composé des sociétés suivantes :

- Maesa Expansion
- Maesa
- Maesa Management

En date du 1er janvier 2020, le groupe d'intégration fiscal Maesa Expansion SAS a intégré le groupe d'intégration fiscal Jardin (BC) Holdco SAS, qui devient tête de groupe fiscal de l'ensemble des sociétés françaises du Groupe Jardin et qui se compose donc en date du 31 décembre 2020 des sociétés :

- Jardin (BC) Midco 1 SAS
- Jardin (BC) Midco 2 SAS
- Maesa BC SAS
- Maesa Expansion SAS
- Maesa SAS
- Maesa Mangement SARL

L'impôt sur les sociétés afférent au résultat fiscal de chaque société est comptabilisé, le cas échéant, dans les comptes individuels comme en l'absence d'intégration fiscale.

1.12. Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Les comptes de la société Maesa sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de la société tête de groupe Jardin (BC) Holdco SAS au capital de 20 414 845 euros ayant son siège social à Levallois Perret (92300).

1.13. Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Aux 01/01/21 et 31/12/21 :

Taux d'actualisation : 0,99%

- Taux de croissance des salaires : 1,5%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 13,5 %
- Table de mortalité : INSEE T68 2014-2016
- Age à partir duquel le turn-over devient nul : 50 ans
- Taux de charges sociales : 50%

1.14. Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été supprimé à compter du 1^{er} janvier 2019. Il est remplacé par une diminution des charges sociales.

1.15. Crédit-bail

La société n'a pas de crédit-baux significatifs.

1.16. Rémunération des dirigeants

L'information sur la rémunération globale allouée aux dirigeants de l'entreprise n'est pas fournie car elle conduirait à faire état des rémunérations individuelles.

2. Faits caractéristiques

La Société a un exercice 2021 d'une durée de 12 mois avec un comparatif de l'exercice 2020 d'une durée de 20 mois.

En 2021, le groupe Jardin (BC) Holdco SAS, dont fait partie la Société, poursuit sa trajectoire en tant que leader à forte croissance dans l'incubation et la diffusion de marques de beauté. Cette année a été marquée par une forte performance avec une augmentation de 37% des revenus nets et une amélioration de la rentabilité de 46%. Toutefois, la chaîne d'approvisionnement mondiale reste le plus grand défi et la plus grande opportunité pour le groupe. Tout au long de l'année, les délais se sont allongés de manière significative, avec des pénuries régulières de matières premières clés, de capacités et de main-d'œuvre. En outre, en particulier au second semestre, la disponibilité et la tarification du fret se sont considérablement détériorées. Cette tension supplémentaire sur le processus logistique a eu un impact négatif sur la marge brute. En conséquence, le groupe a pris la décision proactive d'investir dans le fonds de roulement afin d'atténuer partiellement l'allongement de la chaîne d'approvisionnement et de continuer à maximiser la demande des consommateurs pour le portefeuille de produits. Au cours de l'année, des investissements ont été réalisés par le biais d'une combinaison de dettes à long terme et à court terme, avec un prélèvement de 24,23 millions de dollars en juin et un montant supplémentaire de 12,17 millions de dollars préétabli mais non prélevé et disponible pour les années suivantes. Parallèlement, afin de soutenir la croissance actuelle et future, le groupe a continué à investir dans son organisation et ses capacités. Le management a été renforcé avec l'arrivée d'un nouveau PDG et la création d'un nouveau poste de CMO (Directeur Marketing Groupe).

La crise sanitaire a continué à avoir un impact sur les activités et les méthodes de travail du groupe. Le trafic des consommateurs a repris dans de nombreuses régions géographiques, bien qu'en Europe notamment, le groupe a continué à observer des stocks plus longs dans les magasins et donc un report des commandes sur les mois suivants. Ainsi, après plusieurs années de croissance, le groupe est confronté à d'importantes difficultés économique en France. La filiale Maesa SAS poursuit des pertes d'exploitation depuis 2020. Cette situation déficitaire depuis deux ans a conduit à un processus de licenciement collectif de moins de dix personnes au sein de cette filiale opérationnelle.

Aussi, les PGE (Prêts garantis par l'Etat) qui ont été contractés courant 2020 pour un montant total de 11 millions d'euros via Maesa SAS pour une durée d'un an ont été reconduits jusqu'en 2026 pour permettre au groupe de maintenir le niveau de trésorerie nécessaire pour pallier aux conséquences de cette crise économique.

Evènement post clôture :

Les événements en Ukraine accentuent les défis déjà existants de notre chaîne d'approvisionnement. Bien que nous ne soyons pas présents dans la région et que nous n'ayons pas été directement touchés par les sanctions, notre performance commerciale du premier trimestre est affectée par l'augmentation continue des prix des matières premières et du carburant et par de nouvelles perturbations logistiques.

Un financement supplémentaire du fonds de roulement a été signé au premier trimestre avec notre principale banque américaine et une extension de nos facilités à 90 millions de dollars. Cela permet au groupe de soutenir son ambition de croissance continue et ses besoins en fonds de roulement.

3. Notes sur le bilan

3.1. Immobilisations

3.1.1. Tableau de variations des immobilisations en valeur brute

Devise: Euro milliers	2020, brut	Acquisition / mise au rebut		2021, brut
Frais d'établissement et de développement				-
Fonds commercial	3 438			3 438
Autres postes d'immobilisations incorporelles	201	1	(41)	161
Immobilisations incorporelles en cours	-	21		21
Total Immobilisations incorporelles	3 639	22	(41)	3 620
Terrains				-
Constructions sur sol propre				-
Constructions sur sol sol d'autrui				-
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	274			274
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 079	104	(423)	759
Installations générales, agencements, aménagements divers	544			544
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	422	21	(33)	410
Emballages récupérables et divers	-			-
Immobilisations corporelles en cours	1			1
Avances et acomptes	-			-
Total Immobilisations corporelles	2 320	125	(456)	1 989
Participation évaluées par mise en équivalence	-			-
Autres participations	27 397			27 397
Autres titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières	186		(1)	185
Total Immobilisations financières	27 583	-	(1)	27 582
Actif immobilisé	33 542	147	(498)	33 190

3.1.2. Tableau de variation des amortissements

Devise: Euro milliers	2020, brut	Augmentations	Diminutions	2021, brut
Frais d'établissement et de développement	-		-	-
Fonds commercial	-			-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(192)	(6)	41	(157)
Total Immobilisations incorporelles	(192)	(6)	41	(157)
Terrains	-			-
Constructions sur sol propre	-			-
Constructions sur sol sol d'autrui	-			-
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	(243)	(9)		(252)
Installations techniques, matériel et outillage industriels	(512)	(290)	332	(470)
Installations générales, agencements, aménagements divers	(536)	(2)		(537)
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	(337)	(40)	33	(345)
Emballages récupérables et divers	-			-
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Total Immobilisations corporelles	(1 628)	(341)	364	(1 605)
Actif immobilisé	(1 820)	(346)	406	(1 761)

3.2. Fonds de commerces

Devise: Euro milliers	31/12/2021
Eléments achetés	-
Eléments réévalués	-
Eléments reçus en apport	3 438
Total Immobilisations incorporelles	3 438

Les fonds de commerces reçus en apport sont constitués de :

- Adelys ex-filiale à 100% de Maesa SAS qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine le 25 septembre 2006. Le mali de confusion évalué à 3 120 milliers d'euros a été affecté intégralement en survaleur. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.
- Lys Cosmétiques ex-filiale à 100% de Maesa SAS qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine le 27 août 2008. Le mali de confusion évalué à 76 milliers d'euros a été affecté intégralement en survaleur. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.
- Maesa Packaging ex-filiale à 100% de Maesa SAS qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine le 31 décembre 2009. Le mali de confusion évalué à 240 milliers d'euros a été affecté intégralement en survaleur. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

3.3. Liste des filiales et participations

Devise: milliers	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (%)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise	Chiffre d'affaires dernier exercice	Résultat dernier exercice	Dividendes encaissés par la filiale dernier exercice
Renseignements détaillés sur chaque titre											
<i>- Filiales (détenues à + 50%)</i>											
Maesa Holding Inc.	USD	34 252	17 461	100%	27 382	27 382	-	-	-	2 716	-
Maesa Management SARL	EUR	1	(87)	100%	1	1	-	-	198	94	-
Maesa UK Limited	GBP	1	(113)	100%	1	1	940	-	826	28	-
Maesa Middle East DMCC	AED	50	(3 511)	100%	12	12	583	-	3 551	1 790	-
Renseignements globaux autres titres											
- Autres filiales françaises		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres filiales étrangères		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres participations françaises		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres participations étrangères		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

- Maesa Holdings Inc. (numéro d'enregistrement 20-5302480) domicilié au 223 Liberty Street, 23rd floor, New York, 10281 NY, USA.
- Maesa Management (numéro d'enregistrement 518 760 095 00019) domicilié au 15 rue Pasteur, 92300 Levallois Perret.
- Maesa UK Limited (numéro d'enregistrement 047037048) domicilié C/O Bishop Fleming, 16 Queen Square, Bristol, United Kingdom, BS1 4NT.
- Maesa Middle East (numéro d'enregistrement DMCC-55563) domicilié au PO BOX 48800 – Unit n° 1201, Jumeirah Bay Tower X3, Plot no. JLT-PH2-X3A, Jumeirah Lake Towers, Dubai, UAE.

3.4. Tableau des actifs circulants

3.4.1. Stocks

Devise: Euro milliers	2020, brut	Augmentation des stocks	Diminution des stocks	2021, brut
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
Total I	-	-	-	-
Production				
Produits intermédiaires	5 259	-	(1 275)	3 984
Produits finis	2 747	930		3 677
Produits résiduels				
Autres				
Total II	8 006	930	(1 275)	7 661
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III	-	-	-	-
Production stockée		930	(1 275)	

3.4.2. Etat des créances

Devise: Euro milliers	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres créances de l'actif immobilisé	185	-	185
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	6 177	6 177	-
Avances et acomptes versés sur commandes	747	747	-
Autres créances de l'actif circulant	12 347	2 160	10 187
Capital souscrit - appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	555	555	-
Total	20 011	9 639	10 372
dont:			
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

3.4.3. Produits à recevoir

Devise: Euro milliers	2021
Créances rattachées à des participations	-
Autres immobilisations financières	-
Créances clients et comptes rattachés	-
Autres créances	137
Disponibilités	-
Total	137

3.5. Tableau de variation des capitaux propres

Le capital social est composé de 3 151 923 titres d'une valeur nominale de 0.10€. . L'exercice clos au 31 décembre 2020 avec une perte de 1 542 milliers d'euros a été affectée en réserve selon décision de l'associé unique en date du 22 juin 2021.

Devise: Euro milliers	2020, net	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	2021, net
Capital	315	-	-	-	315
Primes d'émission, de fusion, d'apport	11 387	-	-	-	11 387
Réserve légale	32	-	-	-	32
Réserve générales	212	-	-	-	212
Report à Nouveau	22 118	(1 542)	-	-	20 576
Résultat de l'exercice	(1 542)	1 542	(5 589)	-	(5 589)
Dividendes	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Total Capitaux Propres	32 522	-	(5 589)	-	26 933

3.6. Tableau des provisions réglementés

Devise: Euro milliers	2020, net	Augmentations	Diminutions	2021, net
Pour investissements	-	-	-	-
Pour hausse des prix	-	-	-	-
Amortissement dérogatoires	-	-	-	-
Prêts d'installation	-	-	-	-
Autres provisions	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Répartition des dotations et reprises :	-	-	-	-
Exploitation	-	-	-	-
Financières	-	-	-	-
Exceptionnelles	-	-	-	-

3.7. Tableau de variation des provisions

Devise: Euro milliers	2020	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	2021
Lièges	37	173	-	-	210
Garanties données aux clients	-	-	-	-	-
Pertes sur marchés à terme	-	-	-	-	-
Amendes et pénalités	-	-	-	-	-
Pertes de change	143	1 213	(1 261)	-	95
Pensions et obligations similaires	224	-	(123)	-	101
Pour impôts	-	-	-	-	-
Renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-
Gros entretien et grandes révisions	-	-	-	-	-
Charges sociales et fiscales sur congés à payer	-	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	155	1 103	-	-	1 259
Provision pour risques et charges	559	2 490	(1 384)	-	1 665
dont:					
Exploitation		1 121	(123)	-	
Financières		1 213	(1 261)	-	
Exceptionnelles		155	-	-	

Une provision pour licenciement économique collectif de moins de dix salariés a été constituée au 31 décembre 2021.

3.8. Tableau des dettes

Devise: Euro milliers	Notes	Montant brut	Échéances à moins d'un an / ou exigibilité non spécifiée	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de cinq ans
Emprunts	1	11 009	1 379	9 630	-
Concours bancaires		-	-	-	-
Emprunt et dettes financières diverses	2	9 177	9	9 169	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3	817	817	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 333	8 333	-	-
Dettes fiscales et sociales		1 799	1 799	-	-
Autres dettes		37	37	-	-
Produits constatés d'avance		29	29	-	-
Total dettes		31 201	12 402	18 798	-

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :

- Note 1 : Emprunts PGE contractés en 2020 pour un montant total de 11 millions d'euros et pour une durée initiale d'un an ont été prolongés pour une durée de cinq ans :
 - Au près de la SG en date du 24 juin 2020 pour un montant de 4 000 k€ avec un taux d'intérêt de 0,25% l'an
 - Au près de la BNP en date du 26 mai 2020 pour un montant de 2 200 k€ avec un taux d'intérêt de 0,50% l'an
 - Au près du CDN en date du 4 juin 2020 pour un montant de 700 k€ avec un taux d'intérêt de 0,25% l'an
 - Au près du LCL en date du 13 mai 2020 pour un montant de 1 900 k€ avec un taux d'intérêt de 0,50% l'an
 - Au près de la Palatine en date du 30 juin 2020 pour un montant de 2 200 k€ avec un taux d'intérêt de 0,50% l'an
 - Montant total des intérêts courus sur ces emprunts au 31 décembre 2020 : 24 396 €
- Note 2 : Les emprunts et dettes financières diverses correspondent à des dettes envers les autres entreprises du Groupe Jardin, notamment :
 - Maesa Expansion pour 1 743 k€ au titre de l'intégration fiscale,
 - Maesa Middle East pour 117 k€
 - Jardin (BC) Midco 2 pour 7 316 k€

4. Notes sur le compte de résultat

4.1. Répartition du chiffre d'affaires

Devise: Euro milliers	2021
Exclusive Brands	578
Private Label	27 480
Outsourcing	3 795
Prestations de services divers et refacturations	659
Chiffre d'affaires, net	32 512

Devise: Euro milliers	2021
France	5 071
Etranger	27 441
Chiffre d'affaires, net	32 512

4.2. Résultat financier

Devise: Euro milliers	2020	2021
Produits financiers de participation	-	-
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	106	414
Reprises sur provisions et transferts de charge	1 449	1 359
Différences positive de change	266	207
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	-	-
Produits financiers	1 821	1 980
Dotations financières aux amortissements et provisions	(1 251)	(1 714)
Intérêts et charges assimilés	(226)	(250)
Différences négatives de change	(317)	(237)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Charges financières	(1 794)	(2 202)
Résultat financier	26	(221)

4.3. Résultat exceptionnel

Devise: Euro milliers	Produits	Charges	Résultat
Pénalités, amendes fiscales et pénales		(8)	(8)
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés / détruits		(92)	(92)
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		(30)	(30)
Amortissement dérogatoires		-	-
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	3		3
Produits des cessions d'éléments d'actif	16		16
Dépréciations exceptionnelles sur immobilisations		-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels		(155)	(155)
Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels - Transfert de charges	-		-
Reprises exceptionnelles sur dépréciation d'immobilisation	-		-
Résultat exceptionnel	18	(286)	(267)

4.4. Résultat et impôts sur les bénéfices

Devise: Euro milliers	Résultat avant Impôt	Base taxable	Taux d'impôt sur les sociétés	Impôt correspondant	Résultat après Impôt
+ Résultat courant	(5 322)	(5 322)	(26,5%)	1 410	(3 911)
+ Résultat exceptionnel	(267)	(267)	(26,5%)	(1 410)	(1 677)
- Participation des salariés	-	-	(26,5%)	-	-
Résultat comptable	(5 589)	(5 589)		-	(5 589)

4.5. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Devise: Euro milliers	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	-
Liés aux provisions pour hausse des prix	-
Liés aux plus-values à réintégrer	-
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	-
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour engagement retraites	101
Liés aux effets de change latent	340
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	44
Liés à d'autres éléments	-
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	485
C. Déficits reportables	-
D. Moins-values à long terme	-
Montant de la dette future d'impôt	(136)
(A-B-C-D)*26,5%	

4.6. Effectifs

Effectif moyen annuel	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	60	-
Agents de maîtrise et techniciens	-	-
Employés	5	-
Ouvriers	-	-
Total	65	-

4.7. Engagements financiers

<i>Devise: Euro milliers</i>	Montant
Effets escomptés non échus	-
Avals et cautions	-
Engagements en matière de pensions	-
Engagements de crédit-bail mobilier	-
Engagements de crédit-bail immobilier	-
Pour couvrir des opérations d'achats/ventes engagés mais non encore dénoués au 31 décembre 2021	-
Swap de taux	-
Crédit documentaire non clôturé de 0 KUSD, soit au taux de clôture :	-
Autres engagements donnés	-
Total	-
<i>dont:</i>	
<i>Les dirigeants</i>	-
<i>Les filiales</i>	-
<i>Les participations</i>	-
<i>Les autres entreprises liées</i>	-
<i>Engagements assortis de sûretés réelles</i>	-

MAESA
Société par actions simplifiée
Capital social : 315 192,30 euros
Siège social : 15 rue Pasteur
92300 LEVALLOIS PERRET
413 027 517 RCS Nanterre

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 18 JUILLET 2022

Exercice clos le 31 décembre 2021

DEUXIÈME DECISION
Affectation de résultat

L'associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à s'élevant à la perte de l'exercice s'élevant à 5 588 939 euros de la manière suivante :

En totalité soit la somme négative de	5 588 939 euros
Au compte Report à Nouveau	
Qui passe ainsi	
De la somme de 20 575 963 euros	
A la somme de 14 987 024 euros	

TOTAL : Perte de l'exercice :	----- 5 588 939 euros
-------------------------------	--------------------------

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

L'associée unique prend acte que la société n'a distribué aucune somme à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices.



CERTIFIE CONFORME A L'ORIGINAL
Monsieur Zaheer FERGUSON
Directeur Général de la Société

MAESA

Société par actions simplifiée

15, rue Pasteur

92300 - LEVALLOIS-PERRET

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

MAESA

Société par actions simplifiée

15, rue Pasteur

92300 - LEVALLOIS-PERRET

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société MAESA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MAESA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 21 juin 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Frédéric Neige

Frédéric NEIGE

maesa

Maesa

Société par Actions Simplifiée
15 rue Pasteur, 92300 Levallois

Comptes annuels au 31 décembre 2021

We are incubating
meaningful
beauty brands

Bilan

<i>Devise: Euro milliers</i>	<i>Notes</i>	2020, net	2021, brut	Amortissements et dépréciation	2021
Immobilisations incorporelles					
Concessions, brevets, licences, logiciels		9	161	(157)	5
Fonds commercial	3.2.	3 438	3 438	-	3 438
Immobilisations incorporelles en cours			21	-	21
Immobilisations corporelles					
Constructions		31	274	(252)	22
Installations techniques, matériel et outillage		567	759	(470)	289
Autres immobilisations corporelles		93	954	(882)	71
Immobilisations corporelles en cours		1	1	-	1
Immobilisations financières	3.1.				
Participations et créances rattachées		27 397	27 397	-	27 397
Prêts		-	-	-	-
Dépôts cautionnement versés		186	185	-	185
Total actif immobilisé		31 721	33 190	(1 761)	31 429
Matières premières et autres approvisionnements		-	-	-	-
En-cours de production (biens et services)		5 259	3 984	-	3 984
Produits finis		2 385	3 677	(1 129)	2 548
Stocks et en-cours	3.4.1.	7 644	7 661	(1 129)	6 532
Créances clients et comptes rattachés	3.4.2.	2 821	6 177	(32)	6 145
Avances et acomptes versés sur commandes		842	747	-	747
Autres Créances		9 771	12 347	(594)	11 753
Disponibilités		11 441	2 643	-	2 643
Charges constatées d'avance	3.4.2.	307	555	-	555
Total actif circulant		32 826	30 130	(1 755)	28 376
Ecart de conversion actif		143	95	-	95
Total actif		64 690	63 416	(3 516)	59 900
(1) dont droit au bail		-	-	-	-
(2) dont à moins d'un an (brut)		-	-	-	-
(3) dont à plus d'un an (brut)		12 898	18 453	-	18 453
Capital		315	-	-	315
Prime d'émission, de fusion, d'apport		11 387	-	-	11 387
Réserve légale		32	-	-	32
Autres réserves		212	-	-	212
Report à nouveau		22 118	-	-	20 576
Résultat de l'exercice		(1 542)	-	-	(5 589)
Provisions réglementées		-	-	-	-
Capitaux propres	3.5.	32 522	-	-	26 933
Provisions pour risques		180	-	-	305
Provisions pour charges		379	-	-	1 360
Provision pour risques et charges	3.7.	559	-	-	1 665
Emprunts		11 024	-	-	11 009
Concours bancaires		3	-	-	-
Emprunt et dettes financières diverses		7 113	-	-	9 177
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		5 452	-	-	817
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 540	-	-	8 333
Dettes fiscales et sociales		1 185	-	-	1 799
Autres dettes		112	-	-	37
Produits constatés d'avance		26	-	-	29
Total dettes	3.8.	31 454	-	-	31 201
Ecart de conversion passif		155	-	-	102
Total passif		64 690	-	-	59 900
(4) dont à moins d'un an		15 084	-	-	12 402
(5) dont à plus d'un an		16 370	-	-	18 798

Compte de résultat

<i>Devise: Euro milliers</i>	Notes	2020	France	Exportations	2021
Production vendues (biens)		30 713	4 883	26 970	31 853
Production vendues (services)		491	188	471	659
Chiffre d'affaires, net	4.1.	31 204	5 071	27 441	32 512
Production stockée		2 153			(345)
Production immobilisée		-			-
Subvention d'exploitation		-			-
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de		147			270
Autre produits		66			191
Total produits d'exploitation		33 570			32 628
Achats de marchandises		(4)			(4)
Achat de matières premières et autres approvisionnements		(22 076)			(20 560)
Variations de stock		-			-
Autres achats et charges externes		(6 631)			(8 506)
Impôts, taxes et versements assimilés		(294)			(226)
Salaires et traitements		(3 769)			(4 247)
Charges sociales		(1 584)			(1 786)
Dotations aux amortissements et dépréciations:					
sur immobilisations		(311)			(346)
sur actif circulant		(174)			(907)
pour risques et charges		(132)			(1 121)
Autres charges		(53)			(34)
Total charges d'exploitation		(35 027)			(37 737)
Résultat d'exploitation		(1 457)			(5 109)
Produits financiers de participation		-			-
Différence positive de change		266			207
Autres intérêts et produits assimilés		106			414
Reprise de provisions		1 449			1 359
Produits financiers		1 821			1 980
Intérêts et charges assimilés		(226)			(250)
Différence négative de change		(317)			(237)
Dotations aux provisions		(1 251)			(1 714)
Charges financières		(1 794)			(2 202)
Résultat financier	4.2.	26			(221)
Produits exceptionnels		23			18
Charges exceptionnelles		(152)			(286)
Résultat exceptionnel	4.3.	(129)			(267)
Participation des salariés		(1)			-
Impôts sur les bénéfices	4.4.	18			9
Résultat de l'exercice		(1 542)			(5 589)

Référentiel comptable, méthodes et règles d'évaluation

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 59 900 milliers d'euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, pour une perte de 5 589 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 1^{er} juin 2022 par le Président.

1.1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2018-02 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêtés ministériels du 6 juillet 2018 relatif au Plan Comptable Général et aux règles généralement admises.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

1.2. Changement de méthode

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

1.3. Immobilisations corporelles, incorporelles et financières

1.3.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis. Une dépréciation est comptabilisée lorsque les tests de valeurs réalisés annuellement indique une valeur de réalisation inférieur à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels : 1 à 3 ans
- Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- Matériels techniques : 2 à 3 ans
- Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

1.3.2. Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires. Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires. La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée sur la base d'une approche multicritères tenant compte de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur brute des titres de participation acquis antérieurement au 30 septembre 2006, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. En l'application de l'avis 2007-C du 15 juin 2007 du Comité d'Urgence, les frais d'acquisition des titres de participation acquis à compter du 1^{er} octobre 2006 sont incorporés au "prix de revient" des titres amortis sur une durée de 5 ans, par un compte d'amortissements dérogatoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.3.3. Stocks

Les stocks et en-cours sont évalués selon la méthode "Coût moyen pondéré". La valeur brute des marchandises, des produits fabriqués et en-cours de production comprend le prix d'achat, le prix de la prestation du fabricant et les frais accessoires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de réalisation déduction faite des frais de commercialisation est inférieure à la valeur brute.

1.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.5. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsque la livraison du bien a eu lieu ou la prestation de service exécutée et si le prix est fixé, déterminable et recouvrable, au cours de l'exercice comptable.

1.6. Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

1.7. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

1.8. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la revalorisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

1.9. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées selon la méthode du "Premier Entré Premier Sorti". Une provision est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire à la clôture est inférieure à la valeur comptable.

1.10. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires de l'exercice s'élève à 54 540€ pour les commissaires aux comptes.

1.11. Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2015 la société MAESA est intégrée fiscalement au groupe Maesa Expansion, composé des sociétés suivantes :

- Maesa Expansion
- Maesa
- Maesa Management

En date du 1er janvier 2020, le groupe d'intégration fiscal Maesa Expansion SAS a intégré le groupe d'intégration fiscal Jardin (BC) Holdco SAS, qui devient tête de groupe fiscal de l'ensemble des sociétés françaises du Groupe Jardin et qui se compose donc en date du 31 décembre 2020 des sociétés :

- Jardin (BC) Midco 1 SAS
- Jardin (BC) Midco 2 SAS
- Maesa BC SAS
- Maesa Expansion SAS
- Maesa SAS
- Maesa Mangement SARL

L'impôt sur les sociétés afférent au résultat fiscal de chaque société est comptabilisé, le cas échéant, dans les comptes individuels comme en l'absence d'intégration fiscale.

1.12. Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Les comptes de la société Maesa sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de la société tête de groupe Jardin (BC) Holdco SAS au capital de 20 414 845 euros ayant son siège social à Levallois Perret (92300).

1.13. Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Aux 01/01/21 et 31/12/21 :

Taux d'actualisation : 0,99%

- Taux de croissance des salaires : 1,5%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 13,5 %
- Table de mortalité : INSEE T68 2014-2016
- Age à partir duquel le turn-over devient nul : 50 ans
- Taux de charges sociales : 50%

1.14. Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été supprimé à compter du 1^{er} janvier 2019. Il est remplacé par une diminution des charges sociales.

1.15. Crédit-bail

La société n'a pas de crédit-baux significatifs.

1.16. Rémunération des dirigeants

L'information sur la rémunération globale allouée aux dirigeants de l'entreprise n'est pas fournie car elle conduirait à faire état des rémunérations individuelles.

2. Faits caractéristiques

La Société a un exercice 2021 d'une durée de 12 mois avec un comparatif de l'exercice 2020 d'une durée de 20 mois.

En 2021, le groupe Jardin (BC) Holdco SAS, dont fait partie la Société, poursuit sa trajectoire en tant que leader à forte croissance dans l'incubation et la diffusion de marques de beauté. Cette année a été marquée par une forte performance avec une augmentation de 37% des revenus nets et une amélioration de la rentabilité de 46%. Toutefois, la chaîne d'approvisionnement mondiale reste le plus grand défi et la plus grande opportunité pour le groupe. Tout au long de l'année, les délais se sont allongés de manière significative, avec des pénuries régulières de matières premières clés, de capacités et de main-d'œuvre. En outre, en particulier au second semestre, la disponibilité et la tarification du fret se sont considérablement détériorées. Cette tension supplémentaire sur le processus logistique a eu un impact négatif sur la marge brute. En conséquence, le groupe a pris la décision proactive d'investir dans le fonds de roulement afin d'atténuer partiellement l'allongement de la chaîne d'approvisionnement et de continuer à maximiser la demande des consommateurs pour le portefeuille de produits. Au cours de l'année, des investissements ont été réalisés par le biais d'une combinaison de dettes à long terme et à court terme, avec un prélèvement de 24,23 millions de dollars en juin et un montant supplémentaire de 12,17 millions de dollars préétabli mais non prélevé et disponible pour les années suivantes. Parallèlement, afin de soutenir la croissance actuelle et future, le groupe a continué à investir dans son organisation et ses capacités. Le management a été renforcé avec l'arrivée d'un nouveau PDG et la création d'un nouveau poste de CMO (Directeur Marketing Groupe).

La crise sanitaire a continué à avoir un impact sur les activités et les méthodes de travail du groupe. Le trafic des consommateurs a repris dans de nombreuses régions géographiques, bien qu'en Europe notamment, le groupe a continué à observer des stocks plus longs dans les magasins et donc un report des commandes sur les mois suivants. Ainsi, après plusieurs années de croissance, le groupe est confronté à d'importantes difficultés économique en France. La filiale Maesa SAS poursuit des pertes d'exploitation depuis 2020. Cette situation déficitaire depuis deux ans a conduit à un processus de licenciement collectif de moins de dix personnes au sein de cette filiale opérationnelle.

Aussi, les PGE (Prêts garantis par l'Etat) qui ont été contractés courant 2020 pour un montant total de 11 millions d'euros via Maesa SAS pour une durée d'un an ont été reconduits jusqu'en 2026 pour permettre au groupe de maintenir le niveau de trésorerie nécessaire pour pallier aux conséquences de cette crise économique.

Evènement post clôture :

Les événements en Ukraine accentuent les défis déjà existants de notre chaîne d'approvisionnement. Bien que nous ne soyons pas présents dans la région et que nous n'ayons pas été directement touchés par les sanctions, notre performance commerciale du premier trimestre est affectée par l'augmentation continue des prix des matières premières et du carburant et par de nouvelles perturbations logistiques.

Un financement supplémentaire du fonds de roulement a été signé au premier trimestre avec notre principale banque américaine et une extension de nos facilités à 90 millions de dollars. Cela permet au groupe de soutenir son ambition de croissance continue et ses besoins en fonds de roulement.

3. Notes sur le bilan

3.1. Immobilisations

3.1.1. Tableau de variations des immobilisations en valeur brute

Devise: Euro milliers	2020, brut	Acquisition / mise au rebut		2021, brut
Frais d'établissement et de développement				-
Fonds commercial	3 438			3 438
Autres postes d'immobilisations incorporelles	201	1	(41)	161
Immobilisations incorporelles en cours	-	21		21
Total Immobilisations incorporelles	3 639	22	(41)	3 620
Terrains				-
Constructions sur sol propre				-
Constructions sur sol sol d'autrui				-
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	274			274
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 079	104	(423)	759
Installations générales, agencements, aménagements divers	544			544
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	422	21	(33)	410
Emballages récupérables et divers	-			-
Immobilisations corporelles en cours	1			1
Avances et acomptes	-			-
Total Immobilisations corporelles	2 320	125	(456)	1 989
Participation évaluées par mise en équivalence	-			-
Autres participations	27 397			27 397
Autres titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières	186		(1)	185
Total Immobilisations financières	27 583	-	(1)	27 582
Actif immobilisé	33 542	147	(498)	33 190

3.1.2. Tableau de variation des amortissements

Devise: Euro milliers	2020, brut	Augmentations	Diminutions	2021, brut
Frais d'établissement et de développement	-		-	-
Fonds commercial	-			-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(192)	(6)	41	(157)
Total Immobilisations incorporelles	(192)	(6)	41	(157)
Terrains	-			-
Constructions sur sol propre	-			-
Constructions sur sol sol d'autrui	-			-
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	(243)	(9)		(252)
Installations techniques, matériel et outillage industriels	(512)	(290)	332	(470)
Installations générales, agencements, aménagements divers	(536)	(2)		(537)
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	(337)	(40)	33	(345)
Emballages récupérables et divers	-			-
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Total Immobilisations corporelles	(1 628)	(341)	364	(1 605)
Actif immobilisé	(1 820)	(346)	406	(1 761)

3.2. Fonds de commerces

Devise: Euro milliers	31/12/2021
Eléments achetés	-
Eléments réévalués	-
Eléments reçus en apport	3 438
Total Immobilisations incorporelles	3 438

Les fonds de commerces reçus en apport sont constitués de :

- Adelys ex-filiale à 100% de Maesa SAS qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine le 25 septembre 2006. Le mali de confusion évalué à 3 120 milliers d'euros a été affecté intégralement en survaleur. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.
- Lys Cosmétiques ex-filiale à 100% de Maesa SAS qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine le 27 août 2008. Le mali de confusion évalué à 76 milliers d'euros a été affecté intégralement en survaleur. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.
- Maesa Packaging ex-filiale à 100% de Maesa SAS qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine le 31 décembre 2009. Le mali de confusion évalué à 240 milliers d'euros a été affecté intégralement en survaleur. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

3.3. Liste des filiales et participations

Devise: milliers	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (%)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise	Chiffre d'affaires dernier exercice	Résultat dernier exercice	Dividendes encaissés par la filiale dernier exercice
Renseignements détaillés sur chaque titre											
<i>- Filiales (détenues à + 50%)</i>											
Maesa Holding Inc.	USD	34 252	17 461	100%	27 382	27 382	-	-	-	2 716	-
Maesa Management SARL	EUR	1	(87)	100%	1	1	-	-	198	94	-
Maesa UK Limited	GBP	1	(113)	100%	1	1	940	-	826	28	-
Maesa Middle East DMCC	AED	50	(3 511)	100%	12	12	583	-	3 551	1 790	-
Renseignements globaux autres titres											
- Autres filiales françaises		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres filiales étrangères		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres participations françaises		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres participations étrangères		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

- Maesa Holdings Inc. (numéro d'enregistrement 20-5302480) domicilié au 223 Liberty Street, 23rd floor, New York, 10281 NY, USA.
- Maesa Management (numéro d'enregistrement 518 760 095 00019) domicilié au 15 rue Pasteur, 92300 Levallois Perret.
- Maesa UK Limited (numéro d'enregistrement 047037048) domicilié C/O Bishop Fleming, 16 Queen Square, Bristol, United Kingdom, BS1 4NT.
- Maesa Middle East (numéro d'enregistrement DMCC-55563) domicilié au PO BOX 48800 – Unit n° 1201, Jumeirah Bay Tower X3, Plot no. JLT-PH2-X3A, Jumeirah Lake Towers, Dubai, UAE.

3.4. Tableau des actifs circulants

3.4.1. Stocks

Devise: Euro milliers	2020, brut	Augmentation des stocks	Diminution des stocks	2021, brut
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
Total I	-	-	-	-
Production				
Produits intermédiaires	5 259	-	(1 275)	3 984
Produits finis	2 747	930		3 677
Produits résiduels				
Autres				
Total II	8 006	930	(1 275)	7 661
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III	-	-	-	-
Production stockée		930	(1 275)	

3.4.2. Etat des créances

Devise: Euro milliers	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres créances de l'actif immobilisé	185	-	185
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	6 177	6 177	-
Avances et acomptes versés sur commandes	747	747	-
Autres créances de l'actif circulant	12 347	2 160	10 187
Capital souscrit - appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	555	555	-
Total	20 011	9 639	10 372
dont:			
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

3.4.3. Produits à recevoir

Devise: Euro milliers	2021
Créances rattachées à des participations	-
Autres immobilisations financières	-
Créances clients et comptes rattachés	-
Autres créances	137
Disponibilités	-
Total	137

3.5. Tableau de variation des capitaux propres

Le capital social est composé de 3 151 923 titres d'une valeur nominale de 0.10€. . L'exercice clos au 31 décembre 2020 avec une perte de 1 542 milliers d'euros a été affectée en réserve selon décision de l'associé unique en date du 22 juin 2021.

Devise: Euro milliers	2020, net	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	2021, net
Capital	315	-	-	-	315
Primes d'émission, de fusion, d'apport	11 387	-	-	-	11 387
Réserve légale	32	-	-	-	32
Réserve générales	212	-	-	-	212
Report à Nouveau	22 118	(1 542)	-	-	20 576
Résultat de l'exercice	(1 542)	1 542	(5 589)	-	(5 589)
Dividendes	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Total Capitaux Propres	32 522	-	(5 589)	-	26 933

3.6. Tableau des provisions réglementés

Devise: Euro milliers	2020, net	Augmentations	Diminutions	2021, net
Pour investissements	-	-	-	-
Pour hausse des prix	-	-	-	-
Amortissement dérogatoires	-	-	-	-
Prêts d'installation	-	-	-	-
Autres provisions	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Répartition des dotations et reprises :	-	-	-	-
Exploitation	-	-	-	-
Financières	-	-	-	-
Exceptionnelles	-	-	-	-

3.7. Tableau de variation des provisions

Devise: Euro milliers	2020	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	2021
Lièges	37	173	-	-	210
Garanties données aux clients	-	-	-	-	-
Pertes sur marchés à terme	-	-	-	-	-
Amendes et pénalités	-	-	-	-	-
Pertes de change	143	1 213	(1 261)	-	95
Pensions et obligations similaires	224	-	(123)	-	101
Pour impôts	-	-	-	-	-
Renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-
Gros entretien et grandes révisions	-	-	-	-	-
Charges sociales et fiscales sur congés à payer	-	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	155	1 103	-	-	1 259
Provision pour risques et charges	559	2 490	(1 384)	-	1 665
dont:					
Exploitation		1 121	(123)	-	
Financières		1 213	(1 261)	-	
Exceptionnelles		155	-	-	

Une provision pour licenciement économique collectif de moins de dix salariés a été constituée au 31 décembre 2021.

3.8. Tableau des dettes

Devise: Euro milliers	Notes	Montant brut	Échéances à moins d'un an / ou exigibilité non spécifiée	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de cinq ans
Emprunts	1	11 009	1 379	9 630	-
Concours bancaires		-	-	-	-
Emprunt et dettes financières diverses	2	9 177	9	9 169	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3	817	817	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 333	8 333	-	-
Dettes fiscales et sociales		1 799	1 799	-	-
Autres dettes		37	37	-	-
Produits constatés d'avance		29	29	-	-
Total dettes		31 201	12 402	18 798	-

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :

- Note 1 : Emprunts PGE contractés en 2020 pour un montant total de 11 millions d'euros et pour une durée initiale d'un an ont été prolongés pour une durée de cinq ans :
 - Au près de la SG en date du 24 juin 2020 pour un montant de 4 000 k€ avec un taux d'intérêt de 0,25% l'an
 - Au près de la BNP en date du 26 mai 2020 pour un montant de 2 200 k€ avec un taux d'intérêt de 0,50% l'an
 - Au près du CDN en date du 4 juin 2020 pour un montant de 700 k€ avec un taux d'intérêt de 0,25% l'an
 - Au près du LCL en date du 13 mai 2020 pour un montant de 1 900 k€ avec un taux d'intérêt de 0,50% l'an
 - Au près de la Palatine en date du 30 juin 2020 pour un montant de 2 200 k€ avec un taux d'intérêt de 0,50% l'an
 - Montant total des intérêts courus sur ces emprunts au 31 décembre 2020 : 24 396 €
- Note 2 : Les emprunts et dettes financières diverses correspondent à des dettes envers les autres entreprises du Groupe Jardin, notamment :
 - Maesa Expansion pour 1 743 k€ au titre de l'intégration fiscale,
 - Maesa Middle East pour 117 k€
 - Jardin (BC) Midco 2 pour 7 316 k€

4. Notes sur le compte de résultat

4.1. Répartition du chiffre d'affaires

Devise: Euro milliers	2021
Exclusive Brands	578
Private Label	27 480
Outsourcing	3 795
Prestations de services divers et refacturations	659
Chiffre d'affaires, net	32 512

Devise: Euro milliers	2021
France	5 071
Etranger	27 441
Chiffre d'affaires, net	32 512

4.2. Résultat financier

Devise: Euro milliers	2020	2021
Produits financiers de participation	-	-
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	106	414
Reprises sur provisions et transferts de charge	1 449	1 359
Différences positive de change	266	207
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	-	-
Produits financiers	1 821	1 980
Dotations financières aux amortissements et provisions	(1 251)	(1 714)
Intérêts et charges assimilés	(226)	(250)
Différences négatives de change	(317)	(237)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Charges financières	(1 794)	(2 202)
Résultat financier	26	(221)

4.3. Résultat exceptionnel

Devise: Euro milliers	Produits	Charges	Résultat
Pénalités, amendes fiscales et pénales		(8)	(8)
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés / détruits		(92)	(92)
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		(30)	(30)
Amortissement dérogatoires		-	-
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	3		3
Produits des cessions d'éléments d'actif	16		16
Dépréciations exceptionnelles sur immobilisations		-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels		(155)	(155)
Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels - Transfert de charges	-		-
Reprises exceptionnelles sur dépréciation d'immobilisation	-		-
Résultat exceptionnel	18	(286)	(267)

4.4. Résultat et impôts sur les bénéfices

Devise: Euro milliers	Résultat avant Impôt	Base taxable	Taux d'impôt sur les sociétés	Impôt correspondant	Résultat après Impôt
+ Résultat courant	(5 322)	(5 322)	(26,5%)	1 410	(3 911)
+ Résultat exceptionnel	(267)	(267)	(26,5%)	(1 410)	(1 677)
- Participation des salariés	-	-	(26,5%)	-	-
Résultat comptable	(5 589)	(5 589)		-	(5 589)

4.5. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Devise: Euro milliers	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	-
Liés aux provisions pour hausse des prix	-
Liés aux plus-values à réintégrer	-
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	-
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour engagement retraites	101
Liés aux effets de change latent	340
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	44
Liés à d'autres éléments	-
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	485
C. Déficits reportables	-
D. Moins-values à long terme	-
Montant de la dette future d'impôt	(136)
(A-B-C-D)*26,5%	

4.6. Effectifs

Effectif moyen annuel	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	60	-
Agents de maîtrise et techniciens	-	-
Employés	5	-
Ouvriers	-	-
Total	65	-

4.7. Engagements financiers

<i>Devise: Euro milliers</i>	Montant
Effets escomptés non échus	-
Avais et cautions	-
Engagements en matière de pensions	-
Engagements de crédit-bail mobilier	-
Engagements de crédit-bail immobilier	-
Pour couvrir des opérations d'achats/ventes engagés mais non encore dénoués au 31 décembre 2021	-
Swap de taux	-
Crédit documentaire non clôturé de 0 KUSD, soit au taux de clôture :	-
Autres engagements donnés	-
Total	-
<i>dont:</i>	
<i>Les dirigeants</i>	-
<i>Les filiales</i>	-
<i>Les participations</i>	-
<i>Les autres entreprises liées</i>	-
<i>Engagements assortis de sûretés réelles</i>	-